

Bordereau attestant l'exactitude des informations - BOBIGNY - 9301 - Documents comptables (B-S) - Dépôt le 17/12/2024 - 44914 - 1994 B 01006 - 352 645 501 - KDI

Bilan actif

	Brut	Amortissement Dépréciations	Net 31/12/2023	Net 31/12/2022
Capital souscrit non appelé				
ACTIF IMMOBILISE				
Immobilisations incorporelles				
Frais d'établissement				
Frais de recherche et de développement				
Concessions, brvts, licences, logiciels, drts & val. similaires	528 910	481 343	47 568	117 723
Fonds commercial (1)	4 704 182	4 704 181	1	1
Autres immobilisations incorporelles				
Avances et acomptes sur immobilisations incorporelles				
Immobilisations corporelles				
Terrains	2 864 483	711 931	2 152 551	2 157 369
Constructions	8 897 652	8 521 259	376 393	305 119
Installations techniques, matériel et outillage industriels	31 484 516	27 109 001	4 375 515	5 087 908
Autres immobilisations corporelles	10 294 621	9 587 057	707 564	1 329 679
Immobilisations corporelles en cours	66 396		66 396	88 566
Avances et acomptes				
Immobilisations financières (2)				
Participations (mise en équivalence)				
Autres participations	82 412 358	2 593 826	79 818 531	79 760 795
Créances rattachées aux participations				
Autres titres immobilisés	30 117	30 117		
Prêts	1 616 743	1 616 743		
Autres immobilisations financières	1 031 681		1 031 681	942 961
TOTAL ACTIF IMMOBILISE	143 931 658	55 355 458	88 576 200	89 790 122
ACTIF CIRCULANT				
Stocks et en-cours				
Matières premières et autres approvisionnements				
En-cours de production (biens et services)				
Produits intermédiaires et finis				
Marchandises	62 301 369	8 344 316	53 957 053	72 031 195
Avances et acomptes versés sur commandes	886 890		886 890	3 944
Créances (3)				
Clients et comptes rattachés	40 284 540	1 051 706	39 232 834	57 442 990
Autres créances	10 225 609	3 689 957	6 535 652	4 534 467
Capital souscrit et appelé, non versé				
Divers				
Valeurs mobilières de placement				
Disponibilités	1 222 823		1 222 823	1 751 194
Charges constatées d'avance (3)	3 000		3 000	8 477
TOTAL ACTIF CIRCULANT	114 924 232	13 085 980	101 838 252	135 772 267
Frais d'émission d'emprunt à étaler				
Primes de remboursement des obligations				
Ecart de conversion actif				
TOTAL GENERAL	258 855 889	68 441 438	190 414 452	225 562 389
(1) Dont droit au bail			12 196	12 196
(2) Dont à moins d'un an (brut)				
(3) Dont à plus d'un an (brut)				

Bilan passif

	31/12/2023	31/12/2022
CAPITAUX PROPRES		
Capital	25 441 517	25 441 517
Primes d'émission, de fusion, d'apport, ...		
Ecart de réévaluation		
Réserve légale	1 353 223	724 695
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves réglementées		
Autres réserves		
Report à nouveau	25 711 229	13 769 202
RESULTAT DE L'EXERCICE (bénéfice ou perte)	-37 250 098	12 570 555
Subventions d'investissement		
Provisions réglementées	1 030 044	1 216 281
TOTAL CAPITAUX PROPRES	16 285 913	53 722 249
AUTRES FONDS PROPRES		
Produits des émissions de titres participatifs		
Avances conditionnées		
TOTAL AUTRES FONDS PROPRES		
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES		
Provisions pour risques	2 246 072	2 984 661
Provisions pour charges	31 695 253	20 551 597
TOTAL PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	33 941 324	23 536 258
DETTES (1)		
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit (2)		
Emprunts et dettes financières diverses (3)	86 215 343	86 431 698
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours	1 000 000	1 027 809
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	39 971 421	46 271 923
Dettes fiscales et sociales	11 145 483	12 467 574
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes	1 854 967	2 104 877
Produits constatés d'avance		
TOTAL DETTES	140 187 214	148 303 881
Ecarts de conversion passif		
TOTAL GENERAL	190 414 452	225 562 389
(1) Dont à plus d'un an (a)		
(1) Dont à moins d'un an (a)	139 187 214	147 276 072
(2) Dont concours bancaires et soldes créditeurs de banque		
(3) Dont emprunts participatifs		
(a) A l'exception des avances et acomptes reçus sur commandes en cours		

Compte de résultat

	France	Exportations	31/12/2023	31/12/2022
Produits d'exploitation (1)				
Ventes de marchandises	254 075 707	3 416 565	257 492 272	349 309 559
Production vendue (biens)				
Production vendue (services)	3 990 364	1 012 889	5 003 254	5 812 393
Chiffre d'affaires net			262 495 526	355 121 952
Production stockée				
Production immobilisée				
Subventions d'exploitation				
Reprises sur provisions (et amortissements), transferts de charges			18 740 835	20 119 291
Autres produits			20 002	134 132
Total produits d'exploitation (I)			281 256 363	375 375 376
Charges d'exploitation (2)				
Achats de marchandises			195 476 315	272 220 671
Variations de stock			16 318 246	-3 573 007
Achats de matières premières et autres approvisionnements			463 780	624 493
Variations de stock				
Autres achats et charges externes (a)			46 186 361	48 560 746
Impôts, taxes et versements assimilés			3 242 110	4 270 873
Salaires et traitements			24 053 290	28 391 102
Charges sociales			9 897 413	11 475 218
Dotations aux amortissements et dépréciations :				
- Sur immobilisations : dotations aux amortissements			1 967 886	2 058 218
- Sur immobilisations : dotations aux dépréciations				
- Sur actif circulant : dotations aux dépréciations			10 302 881	9 215 744
- Pour risques et charges : dotations aux provisions			3 412 049	670 010
Autres charges			1 362 277	1 584 531
Total charges d'exploitation (II)			312 682 607	375 498 601
RESULTAT D'EXPLOITATION (I-II)			-31 426 244	-123 225
Quotes-parts de résultat sur opérations faites en commun				
Bénéfice attribué ou perte transférée (III)				
Perte supportée ou bénéfice transféré (IV)				
Produits financiers				
De participation (3)			13 736 213	13 067 513
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé (3)				
Autres intérêts et produits assimilés (3)			1 778 063	434 451
Reprises sur provisions et dépréciations et transferts de charges			57 736	2 067 031
Différences positives de change			141	422 266
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement				
Total produits financiers (V)			15 572 153	15 991 261
Charges financières				
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions			-119 157	
Intérêts et charges assimilées (4)			7 926 419	4 116 133
Différences négatives de change			263	
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement				
Total charges financières (VI)			7 807 525	4 116 133
RESULTAT FINANCIER (V-IV)			7 764 628	11 875 127
RESULTAT COURANT avant impôts (I-II+III-IV+V-VI)			-23 661 616	11 751 902

Compte de résultat (suite)

	31/12/2023	31/12/2022
Produits exceptionnels		
Sur opérations de gestion	2 000	297 457
Sur opérations en capital	28 800	184 452
Reprises sur provisions et dépréciation et transferts de charges	4 362 886	5 406 198
Total produits exceptionnels (VII)	4 393 686	5 888 106
Charges exceptionnelles		
Sur opérations de gestion	2 979 594	3 801 069
Sur opérations en capital	320 617	641 508
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions	14 681 958	615 023
Total charges exceptionnelles (VIII)	17 982 168	5 057 600
RESULTAT EXCEPTIONNEL (VII-VIII)	-13 588 482	830 506
Participation des salariés aux résultats (IX)		11 853
Impôts sur les bénéfices (X)		
Total des produits (I+III+V+VII)	301 222 202	397 254 742
Total des charges (II+IV+VI+VIII+IX+X)	338 472 300	384 684 187
BENEFICE OU PERTE	-37 250 098	12 570 555
(a) Y compris :		
- Redevances de crédit-bail mobilier		
- Redevances de crédit-bail immobilier		
(1) Dont produits afférents à des exercices antérieurs		
(2) Dont charges afférentes à des exercices antérieurs		
(3) Dont produits concernant les entités liées	15 262 379	13 224 093
(4) Dont intérêts concernant les entités liées	1 079 532	1 038 090

CERTIFIÉ CONFORME
À L'ORIGINAL



PLAQUETTE ANNUELLE 2023

Période du 01/01/2023 au 31/12/2023

Annexe Aux Comptes Annuels

Règles et méthodes comptables

Désignation de la société : SAS KDI

Annexe au bilan avant répartition de l'exercice clos le 31/12/2023, dont le total est de 190 414 452 € et au compte de résultat de l'exercice, présenté sous forme de liste, dégageant une perte de 37 250 098 €.

L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/01/2023 au 31/12/2023.

Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Ces comptes annuels ont été arrêtés le 31/05/2024 par les dirigeants de l'entreprise.

Règles générales

Les comptes annuels de l'exercice au 31/12/2023 ont été établis conformément au règlement de l'Autorité des Normes Comptables n°2014-03 du 5 juin 2014 à jour des différents règlements complémentaires à la date de l'établissement des dits comptes annuels.

Les conventions comptables ont été appliquées avec sincérité dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices.

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

Le principe de continuité de l'exploitation retenue dans l'élaboration de ces comptes est notamment sous-tendu par un soutien du Groupe Klöckner.

En effet, le 09/03/2023, la société Klöckner & CO, maison mère ultime de Kloeckner Métaux France Holding SAS a confirmé par courrier son intention de soutenir financièrement si nécessaire Kloeckner Métaux France et ses filiales directes et indirectes (dont KDI SAS) de façon à ce qu'elles puissent assurer le règlement de leurs passifs exigibles pendant une durée de 15 mois à compter de la date de cette lettre et ensuite dans un avenir prévisible.

Ce soutien a été repris par le nouveau Groupe Hierros Anon, lors du rachat. Une nouvelle lettre de soutien a été signée le 07/03/2024 confirmant son renouvellement pour 16 mois.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Seules sont exprimées les informations significatives. Sauf mention, les montants sont exprimés en euros.

Immobilisations corporelles et incorporelles

Les immobilisations corporelles et incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition pour les actifs acquis à titre onéreux, à leur coût de production pour les actifs produits par l'entreprise, à leur valeur vénale pour les actifs acquis à titre gratuit et par voie d'échange.

Le coût d'une immobilisation est constitué de son prix d'achat, y compris les droits de douane et taxes non récupérables, après déduction des remises, rabais commerciaux et escomptes de règlement de tous les coûts directement attribuables engagés pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner selon l'utilisation prévue. Les droits de mutation, honoraires ou commissions et frais d'actes liés à l'acquisition, sont rattachés à ce coût d'acquisition. Tous les coûts qui ne font pas partie du prix d'acquisition de l'immobilisation et qui ne peuvent pas être rattachés directement aux coûts rendus nécessaires pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner conformément à l'utilisation prévue, sont comptabilisés en charges.

Règles et méthodes comptables

Amortissements

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire et dégressif en fonction de la durée de vie prévue.

- * Aménagements des terrains : 50 ans
- * Constructions : 10 à 20 ans
- * Agencements des constructions : 10 à 20 ans
- * Installations techniques : 5 à 10 ans
- * Matériel et outillage industriels : 5 à 10 ans
- * Installations générales, agencements et aménagements divers : 5 à 10 ans
- * Matériel de transport : 5 ans
- * Matériel de bureau : 5 à 10 ans
- * Matériel informatique : 3 à 4 ans
- * Mobilier : 10 ans

La durée d'amortissement retenue par simplification est la durée d'usage pour les biens non décomposables à l'origine.

L'entreprise a apprécié à la date de clôture, en considérant les informations internes et externes à sa disposition, l'existence d'indices montrant que les actifs ont pu perdre notablement de la valeur.

Lorsqu'il existe un indice de perte, un test de dépréciation est effectué : la valeur nette comptable de l'actif immobilisé est comparée à sa valeur actuelle.

Si la valeur actuelle d'un actif immobilisé devient inférieure à sa valeur nette comptable, cette dernière, si l'actif continue à être utilisé, est ramenée à la valeur actuelle par le biais d'une dépréciation.

Toutefois, lorsque la valeur actuelle n'est pas jugée notablement, c'est à dire de manière significative, inférieure à la valeur nette comptable, cette dernière est maintenue au bilan.

La comptabilisation d'une dépréciation modifie de manière prospective la base amortissable de l'actif déprécié.

L'entreprise pratique l'amortissement dérogatoire pour bénéficier de la déduction fiscale des amortissements en ce qui concerne les immobilisations dont la durée d'utilisation comptable est plus longue que la durée d'usage fiscale.

Stocks

Les coûts d'acquisition des stocks comprennent le prix d'achat, les droits de douane et autres taxes, à l'exclusion des taxes ultérieurement récupérables par l'entité auprès des administrations fiscales, ainsi que les frais de transport, de manutention et autres coûts directement attribuables au coût de revient des matières premières, des marchandises, des encours de production et des produits finis. Les rabais commerciaux, remises, escomptes de règlement et autres éléments similaires sont déduits pour déterminer les coûts d'acquisition.

Les stocks sont évalués suivant la méthode du coût moyen unitaire pondéré.

La société comptabilise une provision pour dépréciation des stocks de marchandises dès lors que la valeur de réalisation nette est inférieure au coût moyen d'achat pondéré.

Ainsi trois types de provision sont calculés :

- une provision pour obsolescence : la dépréciation des produits obsolètes ou endommagés identifiés dans les entrepôts est déterminée par référence au prix probable de réalisation.

- une provision pour rotation lente : la dépréciation est déterminée par un calcul statistique différencié par nature de marchandises (Fournitures Industrielles pour le Bâtiment et Produits Métallurgiques).

La rotation est appréciée au niveau de la société.

- une provision pour marge négative : la dépréciation est calculée à partir des prix de vente futurs estimés sur la base des informations existantes à la date de clôture.

Une dépréciation des stocks égale à la différence entre la valeur brute déterminée suivant les modalités indiquées ci-dessus et le cours du jour ou la valeur de réalisation déduction faite des frais proportionnels de vente, est prise en compte lorsque cette valeur brute est

Règles et méthodes comptables

supérieure à l'autre terme énoncé.

Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Le groupe Klöckner a mis en place un programme de titrisation de créances qui couvre certains pays dont la France. Ainsi, toutes les créances issues de l'exploitation commerciales sont éligibles à la cession sans recours à un établissement bancaire. Ce programme de cession peut entraîner le déblocage d'un financement au niveau groupe.

Les créances cédées demeurent à l'actif du bilan de la société.

Provisions

- PENSIONS ET RETRAITES :

Les engagements en matière de départ à la retraite (indemnités de fin de carrière et retraite complémentaire) sont comptabilisés sous forme de provision. Ils sont calculés annuellement par des actuaires indépendants en utilisant la méthode des unités de crédit projetées. Les changements d'hypothèses actuarielles qui affectent l'évaluation des obligations sont traités comme des gains et pertes actuariels, ils sont enregistrés en résultat de l'exercice de leur constatation.

Cette méthode est maintenue pour l'exercice 2023, conformément à la méthode dite "2" de la RECO n°2013-02 de l'ANC relative à l'évaluation et à la comptabilisation des engagements de retraite.

Le calcul de l'engagement est effectué sur les données fournies par la société. L'effectif éligibles aux indemnités de fin de carrière à décembre 2023 en CDI est de 437 personnes. Les statistiques sont établies pour l'ensemble des salariés inclus dans le calcul de l'engagement. Elles sont également établies par catégorie professionnelle.

Les changements d'hypothèses actuarielles qui affectent l'évaluation des obligations sont traités comme des gains et pertes actuariels, ils sont enregistrés en résultat de l'exercice de leur constatation.

Toute obligation actuelle résultant d'un événement passé de l'entreprise à l'égard d'un tiers, susceptible d'être estimée avec une fiabilité suffisante, et couvrant des risques identifiés, fait l'objet d'une comptabilisation au titre de provision.

Les principes hypothèses actuarielles propres aux engagements de retraite :

Taux d'inflation : 2,10%

Taux d'actualisation : 3,20%

Progression future des salariées : Table B

Table de mortalité : INSEE 2017-19

Age de départ à la retraite : Réforme des retraites

Conditions de départ : Départ Volontaire

Taux de charges sociales : 46,69%

- MEDAILLES DU TRAVAIL :

L'engagement de la société en matière de médaille du travail, conformément à l'accord d'entreprise est comptabilisé dans les comptes, sous forme d'une provision, selon les calculs annuels réalisés par des actuaires indépendants d'après des hypothèses de calculs homogènes à celles prises dans le calcul des engagements de pension et d'indemnité de départ à la retraite.

Les principes hypothèses actuarielles propres aux engagements des médailles du Travail :

Taux d'inflation : 2,10%

Taux d'actualisation : 3,20%

Progression future des salariées : Table B

Table de mortalité : TV/TD 2017-2019

Age de départ à la retraite : Réforme des retraites

Conditions de départ : Départ Volontaire

Taux de charges sociales : 46,69%

Règles et méthodes comptables

AUTRES PROVISIONS :

Toute obligation actuelle résultant d'un événement passé de l'entreprise à l'égard d'un tiers, susceptible d'être estimée avec une fiabilité suffisante, et couvrant des risques identifiés, fait l'objet d'une comptabilisation au titre de provision.

Produits et charges exceptionnels

Les produits et charges exceptionnels tiennent compte des éléments qui ne sont pas liés à l'activité normale de l'entreprise.

Les coûts de restructuration sont positionnés dans le résultat exceptionnel.

Faits caractéristiques

Faits essentiels de l'exercice ayant une incidence comptable

Depuis le 7 mars 2024, Kloeckner Metals France Holding (devenue ANON FRANCE HOLDING le 27 mars 2024) est majoritairement détenue par la société espagnole HIERROS ANON SA.

Kloeckner Metals France (devenue- KDI depuis le 27 mars 2024) demeure la principale composante du Groupe Kloeckner Metals France Holding (devenue- ANON FRANCE HOLDING depuis le 27 mars 2024), en tant que telle, par son activité qui représente 74% de l'activité marchandise du Groupe, et par le réseau des filiales qu'elle porte.

En 2023, la société KDI a mis en œuvre un plan de sauvegarde de l'emploi visant à recentrer son activité sur 12 sites dont 3 plateformes logistiques nationales, 3 centres HAVB, 3 sites logistiques régionaux et 3 agences de proximité en région parisienne afin de tenter de permettre à l'entreprise de devenir compétitive et rentable de façon pérenne et durable, indépendamment des forts effets de cycles que peut subir le marché des commodités des aciers.

Un nouveau plan de Sauvegarde de l'Emploi a été annoncé en mars 2023.

La réorganisation prévoit la fermeture de 7 sites (Calais, Blanquefort, Marignane, Chalon, Strasbourg, Lorient, Poitiers).

Au 31/12/2023, une provision de restructuration a été arrêtée pour 17 810K€ répartie :

- Provision plan emploi coûts sociaux 9 150K€
- Provision dépréciation stocks 3 224K€
- Provision pour Restructuration autres 5 435K€

Notes sur le bilan

Actif immobilisé

Tableau des immobilisations

	Au début d'exercice	Augmentation	Diminution	En fin d'exercice
- Frais d'établissement et de développement				
- Fonds commercial	4 767 448		63 267	4 704 182
- Autres postes d'immobilisations incorporelles	531 790		2 880	528 910
Immobilisations incorporelles	5 299 239		66 147	5 233 092
- Terrains	2 864 483			2 864 483
- Constructions sur sol propre	4 710 746			4 710 746
- Constructions sur sol d'autrui	1 096 983			1 096 983
- Installations générales, agencements et aménagements des constructions	3 100 794	186 582	197 453	3 089 923
- Installations techniques, matériel et outillage industriels	31 701 744	435 094	652 322	31 484 516
- Installations générales, agencements aménagements divers	5 191 049		80 125	5 110 924
- Matériel de transport	314 159		150 848	163 311
- Matériel de bureau et informatique, mobilier	4 998 081	88 894	66 589	5 020 386
- Emballages récupérables et divers				
- Immobilisations corporelles en cours	88 566	66 396	88 566	66 396
- Avances et acomptes				
Immobilisations corporelles	54 066 603	776 966	1 235 902	53 607 667
- Participations évaluées par mise en équivalence				
- Autres participations	85 175 496		2 763 139	82 412 358
- Autres titres immobilisés	30 117			30 117
- Prêts et autres immobilisations financières	2 559 704	88 719		2 648 423
Immobilisations financières	87 765 317	88 719	2 763 139	85 090 898
ACTIF IMMOBILISE	147 131 160	865 685	4 065 187	143 931 658

Notes sur le bilan

Immobilisations incorporelles

Fonds commercial

	Achetés	Réévalués	Reçus en apport	Global
apports 1963 et antérieurs			15 733	15 733
apports 1975			80 697	80 697
apports 1982 de DAVUM			23 000	23 000
apports 1997 de CHARTIER COUV RAT MEFI et CMO			261 124	261 124
BERAUD SUDREAU 1999			111 000	111 000
AGSO 1999			70 000	70 000
HARDY TORTUAUX 1999			138 000	138 000
CARDINAL 1999			21 000	21 000
CHAMPENOIS			122 000	122 000
CHARPE METAL 1999			8 000	8 000
CHARRE 1999			18 000	18 000
DESCHODT 1999			15 000	15 000
GRIMMEISSEN PS 1999			168 000	168 000
JEHANNO 1999			8 000	8 000
METALSITT 1999			23 000	23 000
PROMET 1999			67 000	67 000
LE PAGE ET CARON 1999			15 000	15 000
ADRIEN TARGE 2006			1 699 000	1 699 000
INTERMETAUX 2006			76 000	76 000
TESTAS 2006			488 000	488 000
SNPI 2009			311 432	311 432
			953 000	953 000
Total			4 691 986	4 691 986

Le montant total des Amortissements & dépréciation des immobilisations incorporelles est de 4 691 986€

Notes sur le bilan

Immobilisations financières

En 2005, la société a opté pour la comptabilisation des frais d'acquisition des titres directement en charges. Les frais d'acquisition sur titres sont retraités fiscalement le cas échéant.

- Valeurs brutes :

Les immobilisations financières sont évaluées au coût historique d'acquisition.

- Dépréciation :

Les provisions pour dépréciation des participations et autres titres immobilisés sont déterminées par rapport à la valeur d'utilité qui s'apprécie notamment en fonction de la situation nette de la filiale.

Liste des filiales et participations

Tableau réalisé en Kilo-euros

(1) Capital - (2) Capitaux propres autres que le capital - (3) Quote-part du capital détenue (en pourcentage)

(4) Valeur comptable brute des titres détenus - (5) Valeur comptable nette des titres détenus

(6) Prêts et avances consentis par l'entreprise et non encore remboursés - (7) Montants des cautions et avals donnés par l'entreprise

(8) Chiffre d'affaires hors taxes du dernier exercice écoulé - (9) Résultat du dernier exercice clos

(10) Dividendes encaissés par l'entreprise au cours de l'exercice

	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	(10)
A. RENSEIGNEMENTS DETAILLÉS										
SUR CHAQUE TITRE										
- Filiales										
(détenues à + 50 %)										
SAS KDI IMMOBILIER	44 580	27 338	100,00	66 545	66 545			7 345	2 650	13 736
SAS KDI DAVUM	752	-4 073	100,00	2 287				9 471	-1 954	
SAS A T 2 T	1 110	12 164	100,00	13 581	13 274			42 616	58	
KDI FINANCE	37	103	100,00					37	1	
- Participations										
(détenues entre 10 et 50 %)										
B. RENSEIGNEMENTS GLOBAUX										
SUR LES AUTRES TITRES										
- Autres filiales françaises										
- Autres filiales étrangères										
- Autres participations françaises										
- Autres participations étrangères										

Le montant total des dépréciations sur titres de participations s'élève à 2 584 395 €.

Notes sur le bilan

Amortissements des immobilisations

	Au début de l'exercice	Augmentation	Diminutions	A la fin de l'exercice
- Frais d'établissement et de développement				
- Fonds commercial	2 266 163		63 266	2 202 896
- Autres postes d'immobilisations incorporelles	414 067	70 156	2 880	481 343
Immobilisations incorporelles	2 680 230	70 156	66 146	2 684 239
- Terrains	707 113	4 818		711 931
- Constructions sur sol propre	4 548 908	84 264		4 633 172
- Constructions sur sol d'autrui	1 096 983			1 096 983
- Installations générales, agencements et aménagements des constructions	2 957 512	31 045	197 453	2 791 104
- Installations techniques, matériel et outillage industriels	26 613 836	1 067 491	572 325	27 109 001
- Installations générales, agencements aménagements divers	4 513 267	139 224	80 125	4 572 366
- Matériel de transport	312 241	1 022	149 952	163 311
- Matériel de bureau et informatique, mobilier	4 348 101	569 867	66 589	4 851 380
- Emballages récupérables et divers				
Immobilisations corporelles	45 097 962	1 897 730	1 066 444	45 929 248
ACTIF IMMOBILISE	47 778 192	1 967 886	1 132 590	48 613 487

Notes sur le bilan

Actif circulant

Stocks

Les flux s'analysent comme suit :

	A la fin de l'exercice	Au début de l'exercice	Augmentation des stocks	Diminution des stocks
Marchandises				
Marchandises revendues en l'état	62 301 369	78 688 016		16 386 646
Approvisionnements				
Matières premières				
Autres approvisionnements				
Total I	62 301 369	78 688 016		16 386 646
Production				
Produits intermédiaires				
Produits finis				
Produits résiduels				
Autres				
Total II				
Production en cours				
Produits				
Travaux				
Etudes				
Prestations de services				
Autres				
Total III				
Production stockée				

Notes sur le bilan

Etat des créances

Le total des créances à la clôture de l'exercice s'élève à 53 161 573 € et le classement détaillé par échéance s'établit comme suit :

	Montant brut	Echéances à moins d'un an	Echéances à plus d'un an
Créances de l'actif immobilisé :			
Créances rattachées à des participations			
Prêts	1 616 743		1 616 743
Autres	1 031 681		1 031 681
Créances de l'actif circulant :			
Créances Clients et Comptes rattachés	40 284 540	40 284 540	
Autres	10 225 609	10 225 609	
Capital souscrit - appelé, non versé			
Charges constatées d'avance	3 000	3 000	
Total	53 161 573	50 513 149	2 648 423
Prêts accordés en cours d'exercice			
Prêts récupérés en cours d'exercice			

Produits à recevoir

	Montant
clients factures ventes à établir	75 368
Abonnement FAE	7 998
rabais à recevoir fournisseurs FIB	855 600
rabais à recevoir (provision)	1 693 112
Total	2 632 078

Notes sur le bilan

Dépréciation des actifs

Dépréciation des stocks

Tableau des dépréciations par catégorie :

	Montant
dépréciation pour obsolescence	5 436 067
dépréciation pour rotation lente	2 908 249
TOTAL	8 344 316

Capitaux propres

Composition du capital social

Capital social d'un montant de 25 441 516,80 € décomposé en 15 513 120 titres d'une valeur nominale de 1,64 €.

Affectation du résultat

Décision de l'assemblée générale du 12/06/2023.

	Montant
Report à Nouveau de l'exercice précédent	13 769 202
Résultat de l'exercice précédent	12 570 555
Prélèvements sur les réserves	
Total des origines	26 339 756
Affectations aux réserves	628 528
Distributions	
Autres répartitions	
Report à Nouveau	25 711 229
Total des affectations	26 339 756

Notes sur le bilan

Tableau de variation des capitaux propres

	Solde au 01/01/2023	Affectation des résultats	Augmentations	Diminutions	Solde au 31/12/2023
Capital	25 441 517				25 441 517
Réserve légale	724 695	628 528			1 353 223
Report à Nouveau	13 769 202	11 942 027			25 711 229
Résultat de l'exercice	12 570 555	-12 570 555	-37 250 098		-37 250 098
Provisions réglementées	1 216 281		95 958	282 196	1 030 044
Total Capitaux Propres	53 722 249		-37 154 140	282 196	16 285 913

Provisions réglementées

	Provisions au début de l'exercice	Dotations de l'exercice	Reprises de l'exercice	Provisions à la fin de l'exercice
Reconstitution des gisements pétroliers				
Pour investissements				
Pour hausse des prix				
Amortissements dérogatoires	1 216 281	95 958	282 196	1 030 044
Prêts d'installation				
Autres provisions				
Total	1 216 281	95 958	282 196	1 030 044

Répartition des dotations et reprises :

Exploitation		
Financières		
Exceptionnelles	95 958	282 196

Notes sur le bilan

Provisions

Tableau des provisions

	Provisions au début de l'exercice	Dotations de l'exercice	Reprises utilisées de l'exercice	Reprises non utilisées de l'exercice	Provisions à la fin de l'exercice
Litiges	1 560 080	1 094 459	645 428	147 391	1 861 720
Garanties données aux clients					
Pertes sur marchés à terme					
Amendes et pénalités					
Pertes de change					
Pensions et obligations similaires	17 238 597	2 317 590	2 257 519	461 954	16 836 714
Pour impôts					
Renouvellement des immobilisations					
Gros entretien et grandes révisions					
Charges sociales et fiscales					
sur congés à payer					
Autres provisions pour risques et charges	4 737 581	14 585 999	415 542	3 665 149	15 242 890
Total	23 536 258	17 998 049	3 318 489	4 274 494	33 941 324

Répartition des dotations et des reprises de l'exercice :

Exploitation	16 903 589	2 673 061	609 345
Financières			
Exceptionnelles	1 094 459	645 428	3 665 149

Les provisions pour litiges se rapportent à des litiges :

commerciaux : 0.2 M€

prud'hommaux : 2 M€

Les "Autres provisions pour risques" concernent exclusivement les provisions pour restructuration liées aux PSE en cours à la clôture de l'exercice, et tels que mentionnés dans les faits caractéristiques.



Notes sur le bilan

Comptes de régularisation

Charges constatées d'avance

	Montant
Charges d'exploitation	3 000
Charges financières	
Charges exceptionnelles	
Total	3 000

Notes sur le compte de résultat

Chiffre d'affaires

Répartition par secteur d'activité

Secteur d'activité	31/12/2023
Produits métallurgiques	255 260 800
Fournitures Industrielles	7 234 726
TOTAL	262 495 526

Charges et produits d'exploitation et financiers

Résultat financier

	31/12/2023	31/12/2022
Produits financiers de participation	13 736 213	13 067 513
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé		
Autres intérêts et produits assimilés	1 778 063	434 451
Reprises sur provisions et transferts de charge	57 736	2 067 031
Différences positives de change	141	422 266
Produits nets sur cession de valeurs mobilières de placement		
Total des produits financiers	15 572 153	15 991 261
Dotations financières aux amortissements et provisions	-119 157	
Intérêts et charges assimilées	7 926 419	4 116 133
Différences négatives de change	263	
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
Total des charges financières	7 807 525	4 116 133
Résultat financier	7 764 628	11 875 127

Transferts de charges d'exploitation et financières

Les transferts de charges d'exploitation figurant au compte de résultat pour 3 192 K€ se rapportent à :

- Aux indemnités salariales reclassées en résultat exceptionnel : 689 K€
- Autres coûts de restructuration : 30 K€
- Achat et autres charges externes : 2 217 K€
- A des Indemnités d'assurance : 256 K€



KDI

Société par Actions Simplifiée au capital de 25 441 516,80 euros
Siège Social : 173/179, boulevard Félix-Faure - 93300 AUBERVILLIERS
352 645 501 RCS BOBIGNY

DECISIONS DE L'ASSOCIE UNIQUE EN DATE DU 28 JUIN 2024

APPROBATION DES COMPTES DE L'EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2023

Le 28 juin 2024 à 10h, la société Anon France Holding, Société par Actions Simplifiée au capital social de 260 698 126,65 € dont le siège social est situé 173-179 Boulevard Félix Faure – 93300 AUBERVILLIERS, identifiée sous le numéro 542 086 350 RCS BOBIGNY, représentée par Monsieur François CALAIS, Directeur Juridique, dûment habilité aux présentes en vertu d'une délégation de pouvoirs consentie en date du 25 juin 2024 par Monsieur Dietmar JÜRGES (JUERGES), Président de la SAS Anon France Holding, dûment habilitée aux présentes,

Agissant en qualité d'associé unique et de Président de la SAS KDI, reconnaît que :

- 1) Monsieur Dietmar JÜRGES (JUERGES), en sa qualité de Président de la personne morale Présidente, a établi les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2023 et son rapport de gestion sur l'exercice 2023 ;
- 2) Le Commissaire aux Comptes, PWC Audit, a établi son rapport sur les comptes annuels ;
- 3) Ces comptes et ces rapports ont régulièrement été communiqués et le texte du projet des présentes décisions à l'Associé Unique ;
- 4) L'inventaire a été tenu à sa disposition au siège social ;
- 5) Lui ont été également communiqués les documents suivants :
 - un exemplaire des statuts de la Société,
 - la copie de la lettre de convocation adressée au Commissaire aux Comptes,
 - la copie de la lettre d'invitation adressée au Comité Social et Economique.

La société PWC Audit, Commissaire aux comptes, régulièrement convoquée, est absente et excusée.

Madame Séverine Le PELTIER, représentant le Comité Social et Economique, régulièrement convoquée, est présente.

Il est ensuite donné lecture du rapport du Président, puis Monsieur le Président de séance déclare la discussion ouverte.

Personne ne demandant la parole, les résolutions suivantes sont soumises à l'Associé Unique.

PREMIERE DECISION - APPROBATION DES COMPTES

L'associé unique, la SAS ANON FRANCE HOLDING (anciennement Kloeckner Metals France Holding), après avoir pris connaissance des comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2023 et du rapport de gestion du Président sur l'exercice 2023, approuve, tels qu'ils ont été présentés, ces comptes se soldant par perte de 37 250 098,05 €

Il approuve également les opérations traduites dans ces comptes et résumées dans le rapport de gestion du Président.

L'associé unique donne en conséquence à Monsieur Dietmar JÜRGES, ès qualités, quitus entier et sans réserve de l'exécution de son mandat pour l'exercice écoulé.

Cette décision est adoptée par l'associé unique

DEUXIEME DECISION - AFFECTATION DU RESULTAT

L'associé unique décide d'affecter la perte de l'exercice 2023 s'élevant à 37 250 098,05 € comme suit :

Affectation aux autres postes de réserves :	0,00 €
Affectation à la réserve légale :	0,00 €
Versement de dividendes :	0,00 €
Affectation au report à nouveau :	-37 250 098,05€

Après cette affectation, le compte « Report à Nouveau » est porté de à 25 711 228,61 € à -11 538 869,44 €.

Conformément aux dispositions de l'article 243 bis du Code Général des Impôts, il est rappelé que les dividendes mis en distribution au titre des trois derniers exercices ont été les suivants :

EXERCICE	NOMBRE D'ACTIONS	DIVIDENDE
2022	15 513 120	0 € par action
2021	15 513 120	0 € par action
2020	15 513 120	0 € par action

Conformément aux dispositions de l'article 223 quater du Code Général des Impôts, l'associé unique prend acte que le montant des charges non déductibles des résultats imposables s'élève pour 2023 de 139 544,53 € et l'impôt correspondant à 34 886,13 €.

Cette décision est adoptée par l'associé unique

TROISIEME DECISION - CONVENTIONS VISEES A L'ARTICLE L. 227-10 DU CODE DE COMMERCE

Aucune convention réglementée conclue au cours de l'exercice ni au cours d'un exercice antérieur et dont l'exécution s'est poursuivie au cours de l'exercice.

Cette décision est adoptée par l'associé unique

QUATRIEME DECISION - CONSTITUTION DE CAUTIONS, AVALS ET GARANTIES

L'associé unique confirme que le Président ne pourra, sans y être autorisé par une décision de l'associé unique, en application des statuts, délivrer des cautions, avals et garanties au nom de la Société au-delà de 2.300.000 € par opération à l'égard des tiers, la limitation à l'égard des filiales de la SAS KDI étant maintenue à 15.000.000 € par opération, cette limitation n'étant pas applicable à l'égard des administrations fiscales et douanières.

Cette autorisation est délivrée en tant que de besoin jusqu'à la décision de l'associé unique statuant sur l'approbation des comptes de l'exercice 2024.

Cette décision est adoptée par l'associé unique

CINQUIEME DECISION – POUVOIRS EN VUE D'EFFECTUER LES FORMALITES LEGALES ET REGLEMENTAIRES DE PUBLICITE

L'associé unique donne tous pouvoirs au porteur d'un original, d'une copie ou d'un extrait du présent procès-verbal à l'effet d'accomplir toutes formalités légales et réglementaires de publicité.

Cette décision est adoptée par l'associé unique

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

De tout ce qui précède, il a été dressé le présent procès-verbal, signé par l'associé unique.





Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

(Exercice clos le 31 décembre 2023)

A l'associé unique
KDI SAS
173 Boulevard Felix Faure
93300 AUBERVILLIERS

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par décision de l'associé unique, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société KDI SAS relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2023, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes sur la période du 1^{er} janvier 2023 à la date d'émission de notre rapport.

PricewaterhouseCoopers Audit, SAS, 63, rue de Villiers 92208 Neuilly-sur-Seine Cedex
Téléphone: +33 (0)1 56 57 58 59, www.pwc.fr

Société d'expertise comptable inscrite au tableau de l'ordre de Paris - Ile de France. Société de commissariat aux comptes membre de la compagnie régionale de Versailles et du Centre. Société par Actions Simplifiée au capital de 2 510 460 €. Siège social : 63 rue de Villiers 92200 Neuilly-sur-Seine. RCS Nanterre 672 006 483. TVA n° FR 76 672 006 483. Siret 672 006 483 00362. Code APE 6920 Z. Bureaux : Bordeaux, Lille, Lyon, Marseille, Metz, Nantes, Neuilly-Sur-Seine, Rennes, Rouen, Strasbourg, Toulouse, Montpellier.

Observation

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur la note « Règles Générales » de l'annexe aux comptes annuels qui mentionne le soutien financier accordé par la société mère justifiant l'application du principe de continuité d'exploitation.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés à l'associé unique

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du président et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés à l'associé unique.

Nous attestons de la sincérité et de la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D.441-6 du code de commerce.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le président.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

KDI SAS

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2023 - Page 4

- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Neuilly-sur-Seine, le 28 juin 2024

Le commissaire aux comptes
PricewaterhouseCoopers Audit



Cyrille Barreau

Bilan actif

	Brut	Amortissement Dépréciations	Net 31/12/2023	Net 31/12/2022
Capital souscrit non appelé				
ACTIF IMMOBILISE				
Immobilisations incorporelles				
Frais d'établissement				
Frais de recherche et de développement				
Concessions, brvts, licences, logiciels, drts & val. similaires	528 910	481 343	47 568	117 723
Fonds commercial (1)	4 704 182	4 704 181	1	1
Autres immobilisations incorporelles				
Avances et acomptes sur immobilisations incorporelles				
Immobilisations corporelles				
Terrains	2 864 483	711 931	2 152 551	2 157 369
Constructions	8 897 652	8 521 259	376 393	305 119
Installations techniques, matériel et outillage industriels	31 484 516	27 109 001	4 375 515	5 087 908
Autres immobilisations corporelles	10 294 621	9 587 057	707 564	1 329 679
Immobilisations corporelles en cours	66 396		66 396	88 566
Avances et acomptes				
Immobilisations financières (2)				
Participations (mise en équivalence)				
Autres participations	82 412 358	2 593 826	79 818 531	79 760 795
Créances rattachées aux participations				
Autres titres immobilisés	30 117	30 117		
Prêts	1 616 743	1 616 743		
Autres immobilisations financières	1 031 681		1 031 681	942 961
TOTAL ACTIF IMMOBILISE	143 931 658	55 355 458	88 576 200	89 790 122
ACTIF CIRCULANT				
Stocks et en-cours				
Matières premières et autres approvisionnements				
En-cours de production (biens et services)				
Produits intermédiaires et finis				
Marchandises	62 301 369	8 344 316	53 957 053	72 031 195
Avances et acomptes versés sur commandes	886 890		886 890	3 944
Créances (3)				
Clients et comptes rattachés	40 284 540	1 051 706	39 232 834	57 442 990
Autres créances	10 225 609	3 689 957	6 535 652	4 534 467
Capital souscrit et appelé, non versé				
Divers				
Valeurs mobilières de placement				
Disponibilités	1 222 823		1 222 823	1 751 194
Charges constatées d'avance (3)	3 000		3 000	8 477
TOTAL ACTIF CIRCULANT	114 924 232	13 085 980	101 838 252	135 772 267
Frais d'émission d'emprunt à étaler				
Primes de remboursement des obligations				
Ecart de conversion actif				
TOTAL GENERAL	258 855 889	68 441 438	190 414 452	225 562 389
(1) Dont droit au bail			12 196	12 196
(2) Dont à moins d'un an (brut)				
(3) Dont à plus d'un an (brut)				

Bilan passif

	31/12/2023	31/12/2022
CAPITAUX PROPRES		
Capital	25 441 517	25 441 517
Primes d'émission, de fusion, d'apport, ...		
Ecart de réévaluation		
Réserve légale	1 353 223	724 695
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves réglementées		
Autres réserves		
Report à nouveau	25 711 229	13 769 202
RESULTAT DE L'EXERCICE (bénéfice ou perte)	-37 250 098	12 570 555
Subventions d'investissement		
Provisions réglementées	1 030 044	1 216 281
TOTAL CAPITAUX PROPRES	16 285 913	53 722 249
AUTRES FONDS PROPRES		
Produits des émissions de titres participatifs		
Avances conditionnées		
TOTAL AUTRES FONDS PROPRES		
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES		
Provisions pour risques	2 246 072	2 984 661
Provisions pour charges	31 695 253	20 551 597
TOTAL PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	33 941 324	23 536 258
DETTES (1)		
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit (2)		
Emprunts et dettes financières diverses (3)	86 215 343	86 431 698
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours	1 000 000	1 027 809
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	39 971 421	46 271 923
Dettes fiscales et sociales	11 145 483	12 467 574
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes	1 854 967	2 104 877
Produits constatés d'avance		
TOTAL DETTES	140 187 214	148 303 881
Ecarts de conversion passif		
TOTAL GENERAL	190 414 452	225 562 389
(1) Dont à plus d'un an (a)		
(1) Dont à moins d'un an (a)	139 187 214	147 276 072
(2) Dont concours bancaires et soldes créditeurs de banque		
(3) Dont emprunts participatifs		
(a) A l'exception des avances et acomptes reçus sur commandes en cours		

Compte de résultat

	France	Exportations	31/12/2023	31/12/2022
Produits d'exploitation (1)				
Ventes de marchandises	254 075 707	3 416 565	257 492 272	349 309 559
Production vendue (biens)				
Production vendue (services)	3 990 364	1 012 889	5 003 254	5 812 393
Chiffre d'affaires net			262 495 526	355 121 952
Production stockée				
Production immobilisée				
Subventions d'exploitation				
Reprises sur provisions (et amortissements), transferts de charges			18 740 835	20 119 291
Autres produits			20 002	134 132
Total produits d'exploitation (I)			281 256 363	375 375 376
Charges d'exploitation (2)				
Achats de marchandises			195 476 315	272 220 671
Variations de stock			16 318 246	-3 573 007
Achats de matières premières et autres approvisionnements			463 780	624 493
Variations de stock				
Autres achats et charges externes (a)			46 186 361	48 560 746
Impôts, taxes et versements assimilés			3 242 110	4 270 873
Salaires et traitements			24 053 290	28 391 102
Charges sociales			9 897 413	11 475 218
Dotations aux amortissements et dépréciations :				
- Sur immobilisations : dotations aux amortissements			1 967 886	2 058 218
- Sur immobilisations : dotations aux dépréciations				
- Sur actif circulant : dotations aux dépréciations			10 302 881	9 215 744
- Pour risques et charges : dotations aux provisions			3 412 049	670 010
Autres charges			1 362 277	1 584 531
Total charges d'exploitation (II)			312 682 607	375 498 601
RESULTAT D'EXPLOITATION (I-II)			-31 426 244	-123 225
Quotes-parts de résultat sur opérations faites en commun				
Bénéfice attribué ou perte transférée (III)				
Perte supportée ou bénéfice transféré (IV)				
Produits financiers				
De participation (3)			13 736 213	13 067 513
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé (3)				
Autres intérêts et produits assimilés (3)			1 778 063	434 451
Reprises sur provisions et dépréciations et transferts de charges			57 736	2 067 031
Différences positives de change			141	422 266
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement				
Total produits financiers (V)			15 572 153	15 991 261
Charges financières				
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions			-119 157	
Intérêts et charges assimilées (4)			7 926 419	4 116 133
Différences négatives de change			263	
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement				
Total charges financières (VI)			7 807 525	4 116 133
RESULTAT FINANCIER (V-IV)			7 764 628	11 875 127
RESULTAT COURANT avant impôts (I-II+III-IV+V-VI)			-23 661 616	11 751 902

Compte de résultat (suite)

	31/12/2023	31/12/2022
Produits exceptionnels		
Sur opérations de gestion	2 000	297 457
Sur opérations en capital	28 800	184 452
Reprises sur provisions et dépréciation et transferts de charges	4 362 886	5 406 198
Total produits exceptionnels (VII)	4 393 686	5 888 106
Charges exceptionnelles		
Sur opérations de gestion	2 979 594	3 801 069
Sur opérations en capital	320 617	641 508
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions	14 681 958	615 023
Total charges exceptionnelles (VIII)	17 982 168	5 057 600
RESULTAT EXCEPTIONNEL (VII-VIII)	-13 588 482	830 506
Participation des salariés aux résultats (IX)		11 853
Impôts sur les bénéfices (X)		
Total des produits (I+III+V+VII)	301 222 202	397 254 742
Total des charges (II+IV+VI+VIII+IX+X)	338 472 300	384 684 187
BENEFICE OU PERTE	-37 250 098	12 570 555
(a) Y compris :		
- Redevances de crédit-bail mobilier		
- Redevances de crédit-bail immobilier		
(1) Dont produits afférents à des exercices antérieurs		
(2) Dont charges afférentes à des exercices antérieurs		
(3) Dont produits concernant les entités liées	15 262 379	13 224 093
(4) Dont intérêts concernant les entités liées	1 079 532	1 038 090

CERTIFIÉ CONFORME
À L'ORIGINAL



PLAQUETTE ANNUELLE 2023

Période du 01/01/2023 au 31/12/2023

Annexe Aux Comptes Annuels

Règles et méthodes comptables

Désignation de la société : SAS KDI

Annexe au bilan avant répartition de l'exercice clos le 31/12/2023, dont le total est de 190 414 452 € et au compte de résultat de l'exercice, présenté sous forme de liste, dégageant une perte de 37 250 098 €.

L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/01/2023 au 31/12/2023.

Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Ces comptes annuels ont été arrêtés le 31/05/2024 par les dirigeants de l'entreprise.

Règles générales

Les comptes annuels de l'exercice au 31/12/2023 ont été établis conformément au règlement de l'Autorité des Normes Comptables n°2014-03 du 5 juin 2014 à jour des différents règlements complémentaires à la date de l'établissement des dits comptes annuels.

Les conventions comptables ont été appliquées avec sincérité dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices.

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

Le principe de continuité de l'exploitation retenue dans l'élaboration de ces comptes est notamment sous-tendu par un soutien du Groupe Klöckner.

En effet, le 09/03/2023, la société Klöckner & CO, maison mère ultime de Kloeckner Métaux France Holding SAS a confirmé par courrier son intention de soutenir financièrement si nécessaire Kloeckner Métaux France et ses filiales directes et indirectes (dont KDI SAS) de façon à ce qu'elles puissent assurer le règlement de leurs passifs exigibles pendant une durée de 15 mois à compter de la date de cette lettre et ensuite dans un avenir prévisible.

Ce soutien a été repris par le nouveau Groupe Hierros Anon, lors du rachat. Une nouvelle lettre de soutien a été signée le 07/03/2024 confirmant son renouvellement pour 16 mois.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Seules sont exprimées les informations significatives. Sauf mention, les montants sont exprimés en euros.

Immobilisations corporelles et incorporelles

Les immobilisations corporelles et incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition pour les actifs acquis à titre onéreux, à leur coût de production pour les actifs produits par l'entreprise, à leur valeur vénale pour les actifs acquis à titre gratuit et par voie d'échange.

Le coût d'une immobilisation est constitué de son prix d'achat, y compris les droits de douane et taxes non récupérables, après déduction des remises, rabais commerciaux et escomptes de règlement de tous les coûts directement attribuables engagés pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner selon l'utilisation prévue. Les droits de mutation, honoraires ou commissions et frais d'actes liés à l'acquisition, sont rattachés à ce coût d'acquisition. Tous les coûts qui ne font pas partie du prix d'acquisition de l'immobilisation et qui ne peuvent pas être rattachés directement aux coûts rendus nécessaires pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner conformément à l'utilisation prévue, sont comptabilisés en charges.

Règles et méthodes comptables

Amortissements

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire et dégressif en fonction de la durée de vie prévue.

- * Aménagements des terrains : 50 ans
- * Constructions : 10 à 20 ans
- * Agencements des constructions : 10 à 20 ans
- * Installations techniques : 5 à 10 ans
- * Matériel et outillage industriels : 5 à 10 ans
- * Installations générales, agencements et aménagements divers : 5 à 10 ans
- * Matériel de transport : 5 ans
- * Matériel de bureau : 5 à 10 ans
- * Matériel informatique : 3 à 4 ans
- * Mobilier : 10 ans

La durée d'amortissement retenue par simplification est la durée d'usage pour les biens non décomposables à l'origine.

L'entreprise a apprécié à la date de clôture, en considérant les informations internes et externes à sa disposition, l'existence d'indices montrant que les actifs ont pu perdre notablement de la valeur.

Lorsqu'il existe un indice de perte, un test de dépréciation est effectué : la valeur nette comptable de l'actif immobilisé est comparée à sa valeur actuelle.

Si la valeur actuelle d'un actif immobilisé devient inférieure à sa valeur nette comptable, cette dernière, si l'actif continue à être utilisé, est ramenée à la valeur actuelle par le biais d'une dépréciation.

Toutefois, lorsque la valeur actuelle n'est pas jugée notablement, c'est à dire de manière significative, inférieure à la valeur nette comptable, cette dernière est maintenue au bilan.

La comptabilisation d'une dépréciation modifie de manière prospective la base amortissable de l'actif déprécié.

L'entreprise pratique l'amortissement dérogatoire pour bénéficier de la déduction fiscale des amortissements en ce qui concerne les immobilisations dont la durée d'utilisation comptable est plus longue que la durée d'usage fiscale.

Stocks

Les coûts d'acquisition des stocks comprennent le prix d'achat, les droits de douane et autres taxes, à l'exclusion des taxes ultérieurement récupérables par l'entité auprès des administrations fiscales, ainsi que les frais de transport, de manutention et autres coûts directement attribuables au coût de revient des matières premières, des marchandises, des encours de production et des produits finis. Les rabais commerciaux, remises, escomptes de règlement et autres éléments similaires sont déduits pour déterminer les coûts d'acquisition.

Les stocks sont évalués suivant la méthode du coût moyen unitaire pondéré.

La société comptabilise une provision pour dépréciation des stocks de marchandises dès lors que la valeur de réalisation nette est inférieure au coût moyen d'achat pondéré.

Ainsi trois types de provision sont calculés :

- une provision pour obsolescence : la dépréciation des produits obsolètes ou endommagés identifiés dans les entrepôts est déterminée par référence au prix probable de réalisation.

- une provision pour rotation lente : la dépréciation est déterminée par un calcul statistique différencié par nature de marchandises (Fournitures Industrielles pour le Bâtiment et Produits Métallurgiques).

La rotation est appréciée au niveau de la société.

- une provision pour marge négative : la dépréciation est calculée à partir des prix de vente futurs estimés sur la base des informations existantes à la date de clôture.

Une dépréciation des stocks égale à la différence entre la valeur brute déterminée suivant les modalités indiquées ci-dessus et le cours du jour ou la valeur de réalisation déduction faite des frais proportionnels de vente, est prise en compte lorsque cette valeur brute est

Règles et méthodes comptables

supérieure à l'autre terme énoncé.

Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Le groupe Klöckner a mis en place un programme de titrisation de créances qui couvre certains pays dont la France. Ainsi, toutes les créances issues de l'exploitation commerciales sont éligibles à la cession sans recours à un établissement bancaire. Ce programme de cession peut entraîner le déblocage d'un financement au niveau groupe.

Les créances cédées demeurent à l'actif du bilan de la société.

Provisions

- PENSIONS ET RETRAITES :

Les engagements en matière de départ à la retraite (indemnités de fin de carrière et retraite complémentaire) sont comptabilisés sous forme de provision. Ils sont calculés annuellement par des actuaires indépendants en utilisant la méthode des unités de crédit projetées. Les changements d'hypothèses actuarielles qui affectent l'évaluation des obligations sont traités comme des gains et pertes actuariels, ils sont enregistrés en résultat de l'exercice de leur constatation.

Cette méthode est maintenue pour l'exercice 2023, conformément à la méthode dite "2" de la RECO n°2013-02 de l'ANC relative à l'évaluation et à la comptabilisation des engagements de retraite.

Le calcul de l'engagement est effectué sur les données fournies par la société. L'effectif éligibles aux indemnités de fin de carrière à décembre 2023 en CDI est de 437 personnes. Les statistiques sont établies pour l'ensemble des salariés inclus dans le calcul de l'engagement. Elles sont également établies par catégorie professionnelle.

Les changements d'hypothèses actuarielles qui affectent l'évaluation des obligations sont traités comme des gains et pertes actuariels, ils sont enregistrés en résultat de l'exercice de leur constatation.

Toute obligation actuelle résultant d'un événement passé de l'entreprise à l'égard d'un tiers, susceptible d'être estimée avec une fiabilité suffisante, et couvrant des risques identifiés, fait l'objet d'une comptabilisation au titre de provision.

Les principes hypothèses actuarielles propres aux engagements de retraite :

Taux d'inflation : 2,10%

Taux d'actualisation : 3,20%

Progression future des salariées : Table B

Table de mortalité : INSEE 2017-19

Age de départ à la retraite : Réforme des retraites

Conditions de départ : Départ Volontaire

Taux de charges sociales : 46,69%

- MEDAILLES DU TRAVAIL :

L'engagement de la société en matière de médaille du travail, conformément à l'accord d'entreprise est comptabilisé dans les comptes, sous forme d'une provision, selon les calculs annuels réalisés par des actuaires indépendants d'après des hypothèses de calculs homogènes à celles prises dans le calcul des engagements de pension et d'indemnité de départ à la retraite.

Les principes hypothèses actuarielles propres aux engagements des médailles du Travail :

Taux d'inflation : 2,10%

Taux d'actualisation : 3,20%

Progression future des salariées : Table B

Table de mortalité : TV/TD 2017-2019

Age de départ à la retraite : Réforme des retraites

Conditions de départ : Départ Volontaire

Taux de charges sociales : 46,69%

Règles et méthodes comptables

AUTRES PROVISIONS :

Toute obligation actuelle résultant d'un événement passé de l'entreprise à l'égard d'un tiers, susceptible d'être estimée avec une fiabilité suffisante, et couvrant des risques identifiés, fait l'objet d'une comptabilisation au titre de provision.

Produits et charges exceptionnels

Les produits et charges exceptionnels tiennent compte des éléments qui ne sont pas liés à l'activité normale de l'entreprise.

Les coûts de restructuration sont positionnés dans le résultat exceptionnel.

Faits caractéristiques

Faits essentiels de l'exercice ayant une incidence comptable

Depuis le 7 mars 2024, Kloeckner Metals France Holding (devenue ANON FRANCE HOLDING le 27 mars 2024) est majoritairement détenue par la société espagnole HIERROS ANON SA.

Kloeckner Metals France (devenue- KDI depuis le 27 mars 2024) demeure la principale composante du Groupe Kloeckner Metals France Holding (devenue- ANON FRANCE HOLDING depuis le 27 mars 2024), en tant que telle, par son activité qui représente 74% de l'activité marchandise du Groupe, et par le réseau des filiales qu'elle porte.

En 2023, la société KDI a mis en œuvre un plan de sauvegarde de l'emploi visant à recentrer son activité sur 12 sites dont 3 plateformes logistiques nationales, 3 centres HAVB, 3 sites logistiques régionaux et 3 agences de proximité en région parisienne afin de tenter de permettre à l'entreprise de devenir compétitive et rentable de façon pérenne et durable, indépendamment des forts effets de cycles que peut subir le marché des commodités des aciers.

Un nouveau plan de Sauvegarde de l'Emploi a été annoncé en mars 2023.

La réorganisation prévoit la fermeture de 7 sites (Calais, Blanquefort, Marignane, Chalon, Strasbourg, Lorient, Poitiers).

Au 31/12/2023, une provision de restructuration a été arrêtée pour 17 810K€ répartie :

- Provision plan emploi coûts sociaux 9 150K€
- Provision dépréciation stocks 3 224K€
- Provision pour Restructuration autres 5 435K€

Notes sur le bilan

Actif immobilisé

Tableau des immobilisations

	Au début d'exercice	Augmentation	Diminution	En fin d'exercice
- Frais d'établissement et de développement				
- Fonds commercial	4 767 448		63 267	4 704 182
- Autres postes d'immobilisations incorporelles	531 790		2 880	528 910
Immobilisations incorporelles	5 299 239		66 147	5 233 092
- Terrains	2 864 483			2 864 483
- Constructions sur sol propre	4 710 746			4 710 746
- Constructions sur sol d'autrui	1 096 983			1 096 983
- Installations générales, agencements et aménagements des constructions	3 100 794	186 582	197 453	3 089 923
- Installations techniques, matériel et outillage industriels	31 701 744	435 094	652 322	31 484 516
- Installations générales, agencements aménagements divers	5 191 049		80 125	5 110 924
- Matériel de transport	314 159		150 848	163 311
- Matériel de bureau et informatique, mobilier	4 998 081	88 894	66 589	5 020 386
- Emballages récupérables et divers				
- Immobilisations corporelles en cours	88 566	66 396	88 566	66 396
- Avances et acomptes				
Immobilisations corporelles	54 066 603	776 966	1 235 902	53 607 667
- Participations évaluées par mise en équivalence				
- Autres participations	85 175 496		2 763 139	82 412 358
- Autres titres immobilisés	30 117			30 117
- Prêts et autres immobilisations financières	2 559 704	88 719		2 648 423
Immobilisations financières	87 765 317	88 719	2 763 139	85 090 898
ACTIF IMMOBILISE	147 131 160	865 685	4 065 187	143 931 658

Notes sur le bilan

Immobilisations incorporelles

Fonds commercial

	Achetés	Réévalués	Reçus en apport	Global
apports 1963 et antérieurs			15 733	15 733
apports 1975			80 697	80 697
apports 1982 de DAVUM			23 000	23 000
apports 1997 de CHARTIER COUV RAT MEFI et CMO			261 124	261 124
BERAUD SUDREAU 1999			111 000	111 000
AGSO 1999			70 000	70 000
HARDY TORTUAUX 1999			138 000	138 000
CARDINAL 1999			21 000	21 000
CHAMPENOIS			122 000	122 000
CHARPE METAL 1999			8 000	8 000
CHARRE 1999			18 000	18 000
DESCHODT 1999			15 000	15 000
GRIMMEISSEN PS 1999			168 000	168 000
JEHANNO 1999			8 000	8 000
METALSITT 1999			23 000	23 000
PROMET 1999			67 000	67 000
LE PAGE ET CARON 1999			15 000	15 000
ADRIEN TARGE 2006			1 699 000	1 699 000
INTERMETAUX 2006			76 000	76 000
TESTAS 2006			488 000	488 000
SNPI 2009			311 432	311 432
			953 000	953 000
Total			4 691 986	4 691 986

Le montant total des Amortissements & dépréciation des immobilisations incorporelles est de 4 691 986€

Notes sur le bilan

Immobilisations financières

En 2005, la société a opté pour la comptabilisation des frais d'acquisition des titres directement en charges. Les frais d'acquisition sur titres sont retraités fiscalement le cas échéant.

- Valeurs brutes :

Les immobilisations financières sont évaluées au coût historique d'acquisition.

- Dépréciation :

Les provisions pour dépréciation des participations et autres titres immobilisés sont déterminées par rapport à la valeur d'utilité qui s'apprécie notamment en fonction de la situation nette de la filiale.

Liste des filiales et participations

Tableau réalisé en Kilo-euros

(1) Capital - (2) Capitaux propres autres que le capital - (3) Quote-part du capital détenue (en pourcentage)

(4) Valeur comptable brute des titres détenus - (5) Valeur comptable nette des titres détenus

(6) Prêts et avances consentis par l'entreprise et non encore remboursés - (7) Montants des cautions et avals donnés par l'entreprise

(8) Chiffre d'affaires hors taxes du dernier exercice écoulé - (9) Résultat du dernier exercice clos

(10) Dividendes encaissés par l'entreprise au cours de l'exercice

	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	(10)
A. RENSEIGNEMENTS DETAILLÉS										
SUR CHAQUE TITRE										
- Filiales										
(détenues à + 50 %)										
SAS KDI IMMOBILIER	44 580	27 338	100,00	66 545	66 545			7 345	2 650	13 736
SAS KDI DAVUM	752	-4 073	100,00	2 287				9 471	-1 954	
SAS A T 2 T	1 110	12 164	100,00	13 581	13 274			42 616	58	
KDI FINANCE	37	103	100,00					37	1	
- Participations										
(détenues entre 10 et 50 %)										
B. RENSEIGNEMENTS GLOBAUX										
SUR LES AUTRES TITRES										
- Autres filiales françaises										
- Autres filiales étrangères										
- Autres participations françaises										
- Autres participations étrangères										

Le montant total des dépréciations sur titres de participations s'élève à 2 584 395 €.

Notes sur le bilan

Amortissements des immobilisations

	Au début de l'exercice	Augmentation	Diminutions	A la fin de l'exercice
- Frais d'établissement et de développement				
- Fonds commercial	2 266 163		63 266	2 202 896
- Autres postes d'immobilisations incorporelles	414 067	70 156	2 880	481 343
Immobilisations incorporelles	2 680 230	70 156	66 146	2 684 239
- Terrains	707 113	4 818		711 931
- Constructions sur sol propre	4 548 908	84 264		4 633 172
- Constructions sur sol d'autrui	1 096 983			1 096 983
- Installations générales, agencements et aménagements des constructions	2 957 512	31 045	197 453	2 791 104
- Installations techniques, matériel et outillage industriels	26 613 836	1 067 491	572 325	27 109 001
- Installations générales, agencements aménagements divers	4 513 267	139 224	80 125	4 572 366
- Matériel de transport	312 241	1 022	149 952	163 311
- Matériel de bureau et informatique, mobilier	4 348 101	569 867	66 589	4 851 380
- Emballages récupérables et divers				
Immobilisations corporelles	45 097 962	1 897 730	1 066 444	45 929 248
ACTIF IMMOBILISE	47 778 192	1 967 886	1 132 590	48 613 487

Notes sur le bilan

Actif circulant

Stocks

Les flux s'analysent comme suit :

	A la fin de l'exercice	Au début de l'exercice	Augmentation des stocks	Diminution des stocks
Marchandises				
Marchandises revendues en l'état	62 301 369	78 688 016		16 386 646
Approvisionnements				
Matières premières				
Autres approvisionnements				
Total I	62 301 369	78 688 016		16 386 646
Production				
Produits intermédiaires				
Produits finis				
Produits résiduels				
Autres				
Total II				
Production en cours				
Produits				
Travaux				
Etudes				
Prestations de services				
Autres				
Total III				
Production stockée				

Notes sur le bilan

Etat des créances

Le total des créances à la clôture de l'exercice s'élève à 53 161 573 € et le classement détaillé par échéance s'établit comme suit :

	Montant brut	Echéances à moins d'un an	Echéances à plus d'un an
Créances de l'actif immobilisé :			
Créances rattachées à des participations			
Prêts	1 616 743		1 616 743
Autres	1 031 681		1 031 681
Créances de l'actif circulant :			
Créances Clients et Comptes rattachés	40 284 540	40 284 540	
Autres	10 225 609	10 225 609	
Capital souscrit - appelé, non versé			
Charges constatées d'avance	3 000	3 000	
Total	53 161 573	50 513 149	2 648 423
Prêts accordés en cours d'exercice			
Prêts récupérés en cours d'exercice			

Produits à recevoir

	Montant
clients factures ventes à établir	75 368
Abonnement FAE	7 998
rabais à recevoir fournisseurs FIB	855 600
rabais à recevoir (provision)	1 693 112
Total	2 632 078

Notes sur le bilan

Dépréciation des actifs

Dépréciation des stocks

Tableau des dépréciations par catégorie :

	Montant
dépréciation pour obsolescence	5 436 067
dépréciation pour rotation lente	2 908 249
TOTAL	8 344 316

Capitaux propres

Composition du capital social

Capital social d'un montant de 25 441 516,80 € décomposé en 15 513 120 titres d'une valeur nominale de 1,64 €.

Affectation du résultat

Décision de l'assemblée générale du 12/06/2023.

	Montant
Report à Nouveau de l'exercice précédent	13 769 202
Résultat de l'exercice précédent	12 570 555
Prélèvements sur les réserves	
Total des origines	26 339 756
Affectations aux réserves	628 528
Distributions	
Autres répartitions	
Report à Nouveau	25 711 229
Total des affectations	26 339 756

Notes sur le bilan

Tableau de variation des capitaux propres

	Solde au 01/01/2023	Affectation des résultats	Augmentations	Diminutions	Solde au 31/12/2023
Capital	25 441 517				25 441 517
Réserve légale	724 695	628 528			1 353 223
Report à Nouveau	13 769 202	11 942 027			25 711 229
Résultat de l'exercice	12 570 555	-12 570 555	-37 250 098		-37 250 098
Provisions réglementées	1 216 281		95 958	282 196	1 030 044
Total Capitaux Propres	53 722 249		-37 154 140	282 196	16 285 913

Provisions réglementées

	Provisions au début de l'exercice	Dotations de l'exercice	Reprises de l'exercice	Provisions à la fin de l'exercice
Reconstitution des gisements pétroliers				
Pour investissements				
Pour hausse des prix				
Amortissements dérogatoires	1 216 281	95 958	282 196	1 030 044
Prêts d'installation				
Autres provisions				
Total	1 216 281	95 958	282 196	1 030 044

Répartition des dotations et reprises :

Exploitation		
Financières		
Exceptionnelles	95 958	282 196

Notes sur le bilan

Provisions

Tableau des provisions

	Provisions au début de l'exercice	Dotations de l'exercice	Reprises utilisées de l'exercice	Reprises non utilisées de l'exercice	Provisions à la fin de l'exercice
Litiges	1 560 080	1 094 459	645 428	147 391	1 861 720
Garanties données aux clients					
Pertes sur marchés à terme					
Amendes et pénalités					
Pertes de change					
Pensions et obligations similaires	17 238 597	2 317 590	2 257 519	461 954	16 836 714
Pour impôts					
Renouvellement des immobilisations					
Gros entretien et grandes révisions					
Charges sociales et fiscales					
sur congés à payer					
Autres provisions pour risques et charges	4 737 581	14 585 999	415 542	3 665 149	15 242 890
Total	23 536 258	17 998 049	3 318 489	4 274 494	33 941 324

Répartition des dotations et des reprises de l'exercice :

Exploitation	16 903 589	2 673 061	609 345
Financières			
Exceptionnelles	1 094 459	645 428	3 665 149

Les provisions pour litiges se rapportent à des litiges :

commerciaux : 0.2 M€

prud'hommaux : 2 M€

Les "Autres provisions pour risques" concernent exclusivement les provisions pour restructuration liées aux PSE en cours à la clôture de l'exercice, et tels que mentionnés dans les faits caractéristiques.

Notes sur le bilan

Dettes

Etat des dettes

Le total des dettes à la clôture de l'exercice s'élève à 139 187 214 € et le classement détaillé par échéance s'établit comme suit :

	Montant brut	Echéances à moins d'un an	Echéances à plus d'un an	Echéances à plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles (*)				
Autres emprunts obligataires (*)				
Emprunts (*) et dettes auprès des établissements de crédit dont :				
- à 1 an au maximum à l'origine				
- à plus de 1 an à l'origine				
Emprunts et dettes financières divers (*) (**)	86 215 343	86 215 343		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	39 971 421	39 971 421		
Dettes fiscales et sociales	11 145 483	11 145 483		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Autres dettes (**)	1 854 967	1 854 967		
Produits constatés d'avance				
Total	139 187 214	139 187 214		

(*) Emprunts souscrits en cours d'exercice

(*) Emprunts remboursés sur l'exercice

(**) Dont envers les associés 67 715 343

Les autres dettes liées au groupe se rapportent à un compte courant de trésorerie qui est classé en "Emprunts et dettes financières diverses" au passif du bilan.

Le poste "Dettes fournisseurs et comptes rattachés" inclut également 1.5 M€ de dettes liées au Groupe.

Charges à payer

	Montant
Charges à payer Fournisseurs	17 318 051
Charges à payer Personnel	4 531 537
Charges à payer Organismes sociaux	2 006 967
Charges à payer Etat	767 697
Charges à payer Divers	1 608 764
Total	26 233 016

Autres informations



Notes sur le bilan

Comptes de régularisation

Charges constatées d'avance

	Montant
Charges d'exploitation	3 000
Charges financières	
Charges exceptionnelles	
Total	3 000

Notes sur le compte de résultat

Chiffre d'affaires

Répartition par secteur d'activité

Secteur d'activité	31/12/2023
Produits métallurgiques	255 260 800
Fournitures Industrielles	7 234 726
TOTAL	262 495 526

Charges et produits d'exploitation et financiers

Résultat financier

	31/12/2023	31/12/2022
Produits financiers de participation	13 736 213	13 067 513
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé		
Autres intérêts et produits assimilés	1 778 063	434 451
Reprises sur provisions et transferts de charge	57 736	2 067 031
Différences positives de change	141	422 266
Produits nets sur cession de valeurs mobilières de placement		
Total des produits financiers	15 572 153	15 991 261
Dotations financières aux amortissements et provisions	-119 157	
Intérêts et charges assimilées	7 926 419	4 116 133
Différences négatives de change	263	
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
Total des charges financières	7 807 525	4 116 133
Résultat financier	7 764 628	11 875 127

Transferts de charges d'exploitation et financières

Les transferts de charges d'exploitation figurant au compte de résultat pour 3 192 K€ se rapportent à :

- Aux indemnités salariales reclassées en résultat exceptionnel : 689 K€
- Autres coûts de restructuration : 30 K€
- Achat et autres charges externes : 2 217 K€
- A des Indemnités d'assurance : 256 K€